

## Presta sortis du site, avenir de Lardy :

# Pour les salariés sous-traitants comme pour les Renault, c'est la « rentrée » des incertitudes !

Après le confinement, le « déconfinement » à Lardy a été synonyme de fermetures de dizaines de bancs moteurs et de départs du site pour de nombreux salariés sous-traitants.

Dans le cadre du plan d'économies, dont le montant de 2 milliards € avait été annoncé par la direction dès la mi-février, de fortes incertitudes pèsent sur les activités du site de Lardy.

Jusqu'à présent, la direction de l'Etablissement s'est réfugiée derrière de pseudo-négociations centrales avec les syndicats pour ne donner que le minimum d'informations.

En réalité, c'est lorsque les salariés ont exprimé collectivement leurs inquiétudes et quand nous avons pointé les secteurs directement menacés que la direction a daigné informer les syndicats (CSE extra concernant la DEA-TM en juin).

Dans cette « rentrée » marquée par le risque Covid mais aussi par les incertitudes sur l'emploi et les activités du site, les salariés, Renault ou sous-traitants, doivent continuer à échanger, à s'organiser, à s'exprimer collectivement, pour demander des comptes aux directions.

L'attaque générale du patronat pour faire payer la crise aux travailleurs nécessite une riposte globale. La CGT appelle tous les salariés à faire grève et à manifester partout en France le jeudi 17 septembre contre les suppressions d'emplois et les licenciements. **La CGT-Lardy appelle les salariés du site à y participer et organise un départ collectif pour la manifestation parisienne (jeudi 17 septembre – 14h – République).**

**Covid, norme EU7 :**  
**tous les prétextes**  
**sont bons pour**  
**justifier les économies**

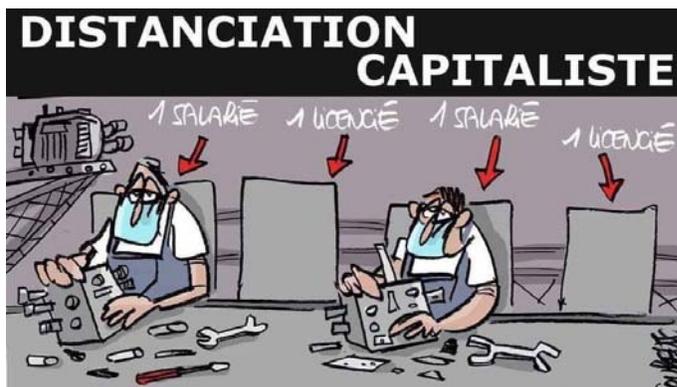
Prétextant que la norme EU7 était finalement plus tardive (2025) que les premières hypothèses envisagées par Renault (2023), les directeurs Métier ont annoncé que la charge de travail allait significativement baisser à Lardy sur la deuxième moitié de l'année 2020.

Les premières décisions drastiques sont la fermeture de plus de 25 bancs moteurs dans les mois à venir. Plusieurs dizaines de sous-traitants, souvent « rang 2 », ont été mis en dehors du site et cela s'est traduit par des ruptures conventionnelles et des licenciements. Plusieurs d'entre eux nous ont contactés et nous pouvons témoigner de la précarité de bien des jeunes salariés et de l'inhumanité avec laquelle ils sont traités par leur hiérarchie ou leur service de ressources « humaines ».

Ces situations ne sont pas acceptables. S'il y a plus de temps pour travailler sur la nouvelle norme EU7, ce devrait être l'occasion de le faire dans des conditions correctes, en gardant tous ceux qui se sont formés ces dernières années sur des sujets complexes techniquement. La direction poursuit au contraire sa logique financière : faire au moindre coût, au juste nécessaire et au dernier moment. Charge aux salariés de se débrouiller, ensuite, pour que « ça passe »...

**Concentration des**  
**activités sous-traités et**  
**délocalisations : c'est**  
**ça leur monde d'après ?**

Ces départs de salariés sous-traitants risquent de se poursuivre dans les mois à venir. D'autant plus que de grandes manœuvres sont en cours autour de 2 sujets portés par Gilles Le Borgne (directeur de l'ingénierie) : la concentration des activités sous-traités dans les mains de 4 sociétés (AKKA, Segula, Bertrandt et Expleo) et la délocalisation d'activités aujourd'hui





**La CGT Lardy** : syndicat de site pour tous les salariés du CTL  
RENAULT – PRESTATAIRES – INTERIMAIRES – APR – ETAM – CADRES.

**Contact** : [cgt.lardy@renault.com](mailto:cgt.lardy@renault.com)  
**Facebook** : [CGT.RENAULT.LARDY91](https://www.facebook.com/CGT.RENAULT.LARDY91)

effectuées au Technocentre, à Lardy et à VSF vers des pays à « bas coûts salariaux ».

D'après la direction de l'Etablissement, il n'est pas possible qu'il y ait aujourd'hui des conséquences concrètes du plan d'économies puisque celui-ci serait en cours de négociation avec les syndicats au niveau central Renault. Un déni de réalité qui confère au ridicule et qui n'a pour objet que de faire croire à un pseudo-dialogue social.

Car non seulement le cadre du plan est fixé depuis des mois (2 milliards d'économies, suppressions de 4600 postes en France et 15000 dans le monde), mais en plus, les déclinaisons concrètes sont déjà sur les rails. La remise en cause des activités de 5 usines ou leur fermeture (Flins, Maubeuge, Choisy, Dieppe, Fonderie de Bretagne) tout comme la réduction drastique du plan gamme véhicules et moteurs le prouvent.

Au niveau de l'ingénierie, le choix de concentrer 80% des activités sous-traitées dans les mains de 4 sociétés conduit à revoir des dizaines de contrats de sous-traitance pour 2021. A Lardy particulièrement, ce serait un véritable chambardement puisque les sociétés telles qu'AVL et FEV (très présentes en « rang 1 » sur le site) ne font pas partie du panel : de très nombreux salariés, aux essais, à la MAP ou ailleurs, risquent de se retrouver en « rang 2 ». Pour les rassurer, leur hiérarchie parle de « partenariat » entre la nouvelle société et l'ancienne. Mais, lorsqu'on voit que les salariés « rang 2 » ont été les premiers à être mis en dehors du site ces derniers mois, il y a de quoi être inquiet quant à l'accroissement de la précarité qui en découlera.

La deuxième orientation déjà à l'œuvre, c'est la délocalisation d'activités effectuées à Lardy vers les centres à « bas coûts salariaux ». Dans plusieurs secteurs, les hiérarchies planchent sur les activités qui pourraient être réalisées au Maroc, en Inde, en Roumanie ou ailleurs. Ainsi, le transfert du pilotage de l'inter-comparaison des véhicules d'essais B&R serait à l'étude.

C'est à une vaste réorganisation de l'ensemble de l'ingénierie que la direction travaille actuellement, elle devrait être effective avant la fin de l'année 2020.

**En nous faisant croire que rien n'est encore fixé dans le plan d'économies, la direction n'a qu'un seul objectif : nous faire croire qu'il est « urgent d'attendre » et nous imposer des décisions qu'il sera trop tard de combattre.**

C'est au contraire maintenant qu'il faut s'informer, partager les informations et réagir. Le télétravail, la baisse d'activités dans certains secteurs et la charge de travail trop importante dans d'autres ne doivent pas nous contraindre à l'apathie. Des salariés sous-traitants nous contactent pour des informations et des conseils. Des salariés Renault sont bien conscients que les décisions actuelles ne constituent aucunement un changement d'orientation mais plutôt un approfondissement des choix (réduction des coûts, externalisation des activités, accroissement de la précarité, etc.) qui dégradent nos conditions de travail et font peser des menaces sur nos emplois et l'avenir du site.

**Ces menaces et ces attaques ne sont pas spécifiques à Renault ou au secteur automobile, elles concernent tous les travailleurs. Pour riposter tous ensemble à cette offensive globale du patronat, la CGT-Lardy appelle l'ensemble des salariés du site à faire grève et à manifester le jeudi 17 septembre à Paris (14h – Place de la République) – pour départ collectif organisé depuis le CTL, inscription [cgt.lardy@renault.com](mailto:cgt.lardy@renault.com)**

## **Déclaration automatique en télétravail des salariés en juillet et août :**

### **La régularisation se fait attendre...**

Pour les mois de juillet et août, la direction a inscrit automatiquement en télétravail l'ensemble des salariés. Les salariés qui venaient une partie de la semaine sur site ont été déclarés à 100% en télétravail, tout comme ceux qui étaient déclarés à 100% sur site.

Cela a eu des conséquences sur les payes puisque les indemnités progressives de transport (et certaines primes du personnel en équipe) n'ont pas été versées comme elles auraient dû l'être.

Nous avons alerté la direction sur cette situation cet été et demandé qu'une régularisation générale soit effectuée

plutôt que de demander à chaque salarié de modifier jour par jour la déclaration dans l'application « Congés ». Dans sa première réponse, la direction nous indiquait qu'il n'y avait pas eu de problème de déclaration mais la semaine dernière, les jours « télétravail » remplis automatiquement ont disparu de l'application « Congés » pour un bon nombre de salariés.

Comme cela a été effectué après la clôture de la paye fin août, il n'y pas encore eu de régularisation. Nous avons relancé la direction pour que cette situation soit clarifiée et que la régularisation soit effectuée au plus tôt. Nous vous tiendrons informés de la suite.